



**PRÉFET
DU CANTAL**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires

Arrêté n° 2023-1572 du 05 – 10 – 2023
portant limitation provisoire des usages de l'eau dans le département du Cantal

Le préfet du Cantal,

Vu le code de l'environnement, livre II, titre Ier relatif à l'eau et aux milieux aquatiques ;

Vu le décret du 29 juillet 2022 portant nomination du préfet du Cantal ;

Vu l'arrêté cadre interdépartemental N° E-2023-176 du 20 juin 2023 délimitant les zones d'alertes et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau du sous-bassin du Lot ;

Vu l'arrêté cadre interdépartemental n° DDT/SEER/2023-001 délimitant les zones d'alerte et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau du sous-bassin de la Dordogne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-970 du 28 juin 2023 fixant le cadre de la gestion des situations de crise liées à la sécheresse sur le bassin versant de l'Alagnon et du Haut-Allier dans le département du Cantal ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-1400 du 7 septembre 2023 plaçant certaines zones de gestion en situation de vigilance, alerte, d'alerte renforcée et de crise ;

Vu les avis du Comité de suivi opérationnel de l'étiage émis lors de la consultation dématérialisée du 3 octobre 2023 ;

Considérant l'évolution de la situation hydrologique avec une baisse des débits et franchissement des seuils de vigilance, d'alerte et d'alerte renforcée sur certaines zones de gestion ;

Considérant que, pour concilier la protection des milieux aquatiques, la salubrité des cours d'eau et l'alimentation en eau potable des populations, il convient de réglementer les prélèvements dans les eaux superficielles et souterraines ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : Des mesures de limitations des usages de l'eau s'appliquent selon les zonages figurant sur le tableau en annexe 1 et sur les cartes en annexe 2. Les cartes de l'annexe 2 différencient les zonages selon que l'eau provienne du réseau d'eau potable ou du milieu naturel.

Les mesures de limitation applicables sur chaque zone de gestion sont celles référencées dans les tableaux de l'annexe 3 (annexe 3.1 pour l'Alagnon et le Haut-Allier, annexe 3.2 pour le bassin du Lot et 3.3 pour le bassin de la Dordogne).

Dans les zones de gestion classées au niveau de vigilance, tout usager est invité à limiter sa consommation d'eau dans le cadre d'une gestion raisonnée de la ressource.

ARTICLE 2 : Les dispositions de l'article L.214-18 du Code de l'environnement concernant le débit réservé restent applicables dans tous les cas. L'eau stockée hors période d'étiage n'est pas concernée par le présent arrêté.

ARTICLE 3 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables jusqu'au 31 octobre 2023 inclus.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté est affiché à la préfecture, dans les sous-préfectures et dans les mairies. Il est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le présent arrêté et les cartes de zonages détaillées mentionnées à l'article 1^{er} sont consultables sur le site des services de l'Etat sous le lien suivant:

<https://www.cantal.gouv.fr/Action-de-l-Etat/Environnement/Secheresse-Restrictions-des-usages>

ARTICLE 5 : L'arrêté n° 2023-1400 du 7 septembre 2023 est abrogé.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux pendant les deux mois à compter de sa publication. Le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet. L'intéressé dispose, pour former un recours administratif, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours. Le tribunal compétent pour traiter le recours est le tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 7 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfètes de Mauriac et de Saint-Flour, les maires, les présidents des groupements de communes concernés par l'usage de l'eau, le président du conseil départemental, le directeur départemental des territoires, le directeur régional de la santé, le commandant du groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, les Inspecteurs de l'environnement de l'Office français de la biodiversité et les gardes champêtres sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté sera adressée au président de la fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique, au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement, du logement et aux maires des communes concernées.

À Aurillac, le - 5 OCT. 2023

Le Préfet du Cantal

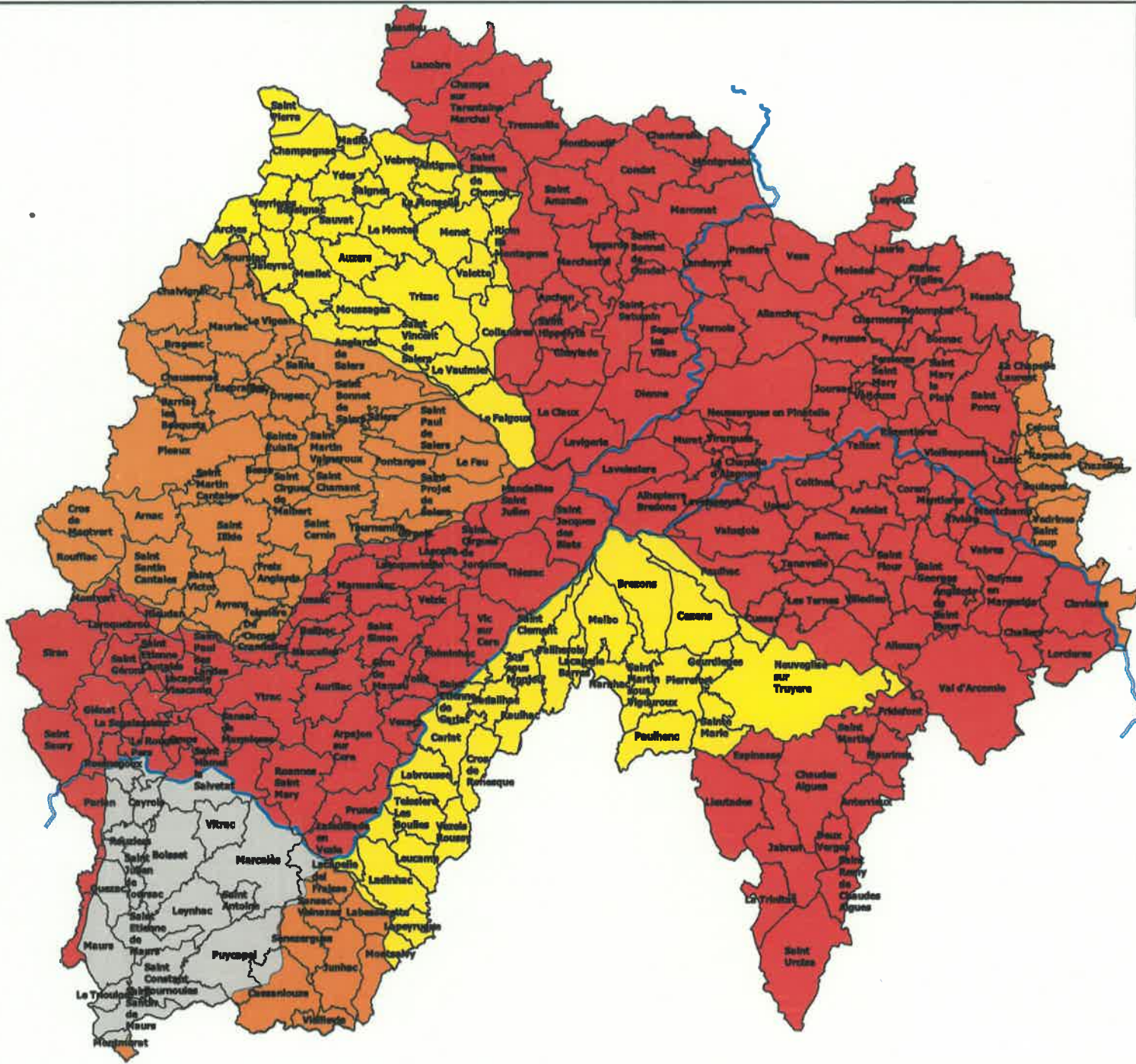
Laurent BUCHAILLAT

Arrêté préfectoral n°2023-1572 du 5 octobre 2023
relatif à la limitation provisoire des usages de l'eau dans le département du Cantal

Annexe 1 – Zonage des mesures de gestion

| Sous-bassin | Zone de gestion | Niveau de gestion |
|---------------------|-------------------|-------------------|
| Alagnon Haut Allier | Alagnon | Crise |
| | Haut-Allier | Alerte renforcée |
| Lot | Affluents du Lot | Alerte renforcée |
| | Ander - Margeride | Crise |
| | Aubrac | Crise |
| | Célé | Vigilance |
| | Rivière Lot | Vigilance |
| | Truyère aval | Alerte |
| | Veyre | Crise |
| Dordogne | Cère | Crise |
| | Maronne - Auze | Alerte renforcée |
| | Sumène | Alerte |
| | Rhue | Crise |

**Zonage des limitations
des usages de l'eau à
partir du milieu naturel
Annexe 2 de l'arrêté
préfectoral 2023-1572
du 5 octobre 2023**



Légende

□ Limite communale

Niveaux de sécheresse

□ Situation normale


■ Vigilance

■ Alerte

■ Alerte renforcée

■ Crise

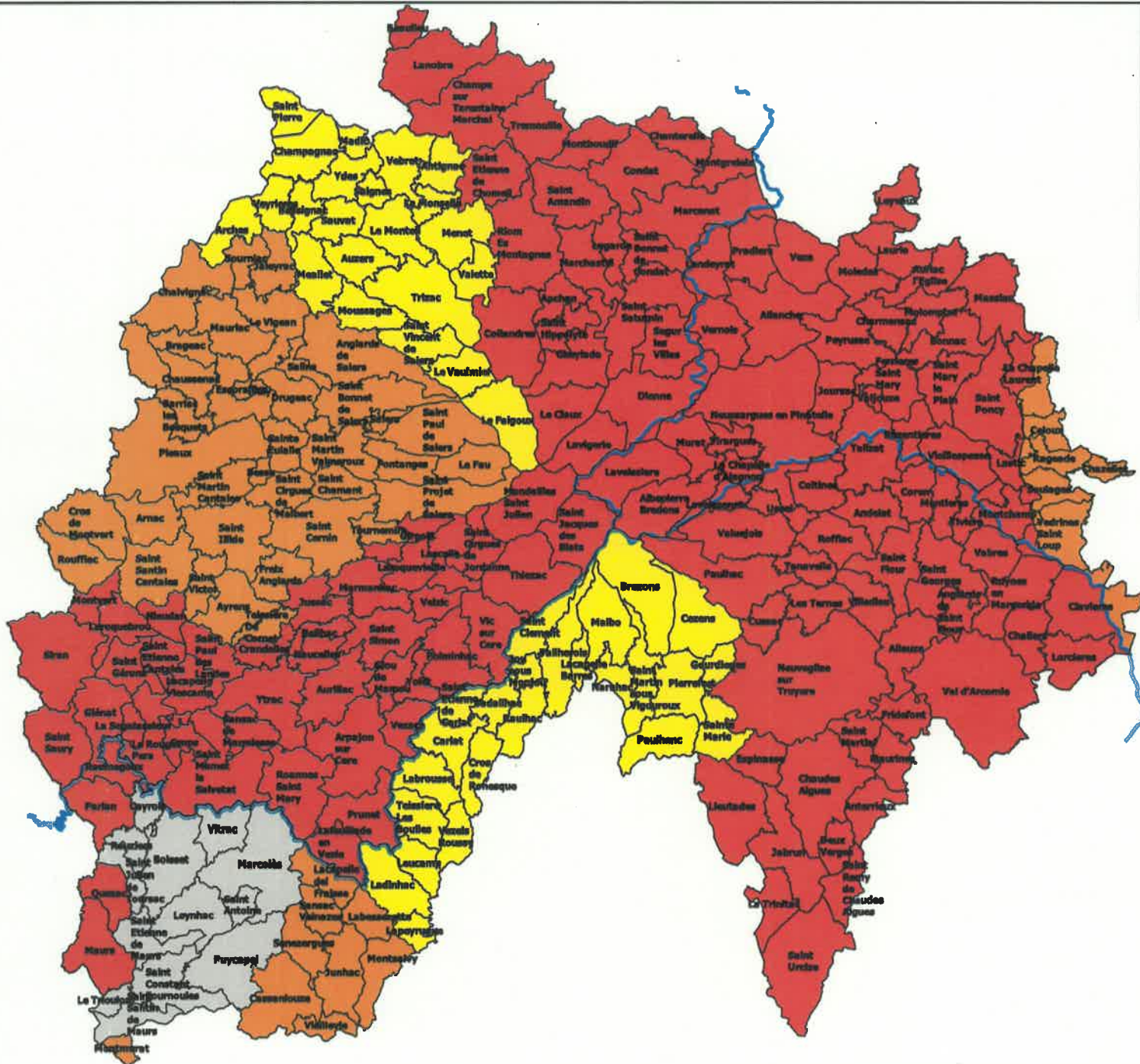
— Limite d'arrêté-cadre
de bassin


**PRÉFET
DU CANTAL**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

DDT15/SE

5/10/2023

Zonage des limitations des usages de l'eau à partir du réseau d'eau potable
Annexe 2 de l'arrêté préfectoral 2023-1572
du 5 octobre 2023



Légende

□ Limite communale

Niveaux de sécheresse

□ Situation normale


□ Vigilance

□ Alerte

□ Alerte renforcée

□ Crise

— Limite d'arrêté-cadre de bassin

| | |
|--|--|
|  <p>PRÉFET DU CANTAL <i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> | |
|--|--|

DDT15/SE

5/10/2023

| N° | Usagers | | | | Usages | Mesures de limitation ou d'interdiction des usages de l'eau ou des activités | | | |
|--|---|---|---|---|--|--|---|--|---|
| | P= Particulier, E= Entreprise, C= Collectivité, A= Exploitant agricole | | | | | Selon le niveau de gravité de l'étiage Les eaux stockées hors de la période de basses eaux (eaux stockées du 1 ^{er} novembre au 31 mars) et dans des systèmes déconnectés du milieu naturel ne sont pas soumises à restriction. Voir article 2 et annexe 5 | | | |
| | | | | | Vigilance | Alerta | Alerte renforcée | Crise | |
| | | | | | P | E | C | A | |
| 1 – Irrigation agricole et arrosage | | | | | | | | | |
| 11 | | | | X | Irrigation agricole non localisée | Information via communiqué de presse | Interdiction de 10 h à 18 h | Interdiction de 8 h à 20 h | Interdiction totale sauf pour les plants maraîchers de moins d'une semaine dont l'interdiction est de 8 h à 20 h |
| 12 | | | | X | Irrigation agricole avec système d'irrigation localisé (goutte-à-goutte, micro-asperseur) | Information via communiqué de presse | Pas d'interdiction | Pas d'interdiction | Interdiction de 8 h à 20 h |
| 13 | X | X | X | | Arrosage des jardins potagers | Information via communiqué de presse | Interdiction de 10 h à 18 h | Interdiction de 8 h à 20 h | Interdiction de 8 h à 20 h |
| 14 | X | X | X | X | Arrosage des pelouses, massifs fleuris, jardins d'agrément, arrosage des espaces verts, golfs particuliers | Information via communiqué de presse | Interdiction totale | | |
| 15 | X | X | X | | Arrosage localisé des plantations d'arbre dont les arbres ont moins de 3 ans | Information via communiqué de presse | Interdiction de 10 h à 18 h | Interdiction de 8 h à 20 h | Interdiction totale |
| 16 | X | X | X | | Arrosage des terrains de sport (y compris aires d'évolutions équestres, centres équestres, hippodromes, circuits motocross, circuits vtt) et de pistes de chantier | Information via communiqué de presse | Interdiction de 8 h à 20 h | Interdiction de 22 h à 21 h | Interdiction totale |
| 17 | | X | X | | Arrosage des golfs (conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024) | Information via communiqué de presse | Interdiction d'arroser les terrains de golf de 8 h à 20 h et réduction de la consommation hebdomadaire d'eau de 30 % | Interdiction d'arroser les terrains de golf à l'exception des greens et des départs de 20 h à 8 h et réduction de la consommation hebdomadaire d'eau de 60 % | Interdiction d'arroser les terrains de golf à l'exception des greens qui peuvent être arrosés entre 20 h et 8 h sauf en cas de pénurie d'eau potable et réduction de la consommation hebdomadaire d'eau d'au moins 70 % |
| 18 | X | | | X | Abreuvement des animaux | Information via communiqué de presse | Pas de limitation sauf arrêté spécifique. L'obligation d'installer des flotteurs sur les abreuvoirs reste en vigueur sauf impossibilité technique avérée. | | |
| 2 – Lavage et nettoyage | | | | | | | | | |
| 21 | X | X | X | X | Lavage de véhicules par les professionnels | Information via communiqué de presse Affichage obligatoire de l'arrêté de vigilance ou du communiqué de presse | Interdiction sauf avec du matériel haute pression ou avec un système de recyclage de l'eau Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur | Interdiction totale Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur | |
| 22 | X | X | X | | Lavage de véhicules privés chez les particuliers, les entreprises ou les collectivités | Information via communiqué de presse | Interdiction totale | | |
| 23 | X | X | X | X | Nettoyage des façades, toitures, trottoirs, voiries et autres surfaces imperméabilisées | Information via communiqué de presse | Interdiction Sauf si réalisé par un professionnel et avec du matériel haute-pression | Interdiction totale, sauf impératif sanitaire ou sécuritaire et à haute pression | |

| N° | Usagers | | | | Usages | Mesures de limitation ou d'interdiction des usages de l'eau ou des activités | | | |
|--|---|---|---|---|---|--|---|---|--|
| | P= Particulier, E= Entreprise, C= Collectivité, A= Exploitant agricole | | | | | Selon le niveau de gravité de l'étiage Les eaux stockées hors de la période de basses eaux (eaux stockées du 1 ^{er} novembre au 31 mars) et dans des systèmes déconnectés du milieu naturel ne sont pas soumises à restriction. Voir article 2 et annexe 5 | | | |
| | | | | | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise | |
| 3 - Loisirs | | | | | | | | | |
| 31 | X | | | | Remplissage de piscines familiales | Information via communiqué de presse | Interdiction totale sauf remise à niveau et premier remplissage si le chantier avait débuté avant les premières restrictions | | Interdiction |
| 32 | X | X | X | | Remplissage de piscines accueillant du public | Information via communiqué de presse | Interdiction sauf remise à niveau et impératif sanitaire soumis à validation de l'ARS. | | |
| 33 | X | X | X | | Alimentation des fontaines publiques Et privées d'ornement en circuit ouvert | Information via communiqué de presse | Interdiction totale | | |
| 34 | X | X | X | | Pratique du canyoning et des sports en eaux vives, y compris la pêche, le canoë, le kayak et l'orpaillage | Information via communiqué de presse | Interdiction possible du piétinement du lit mouillé sur appréciation des enjeux locaux (dont zonages des fédérations sportives) | | Interdiction systématique du piétinement du lit mouillé |
| 4 - ICPE , autres activités industrielles ou artisanales, hydroélectricité , moulins, ouvrages hydrauliques | | | | | | | | | |
| 41 | | X | X | X | Exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) | Information via communiqué de presse | Réduction de la consommation des usages ICPE de l'entreprise de 25 %. Sauf pour les exemptions prévues dans le corps de l'arrêté (faible consommation, restrictions déjà prescrites ou prélèvements déjà réduits au minimum). Les usages non ICPE sont soumis aux restrictions de droit commun. | Réduction de la consommation des usages ICPE de l'entreprise de 50 %. Sauf pour les exemptions prévues dans le corps de l'arrêté (faible consommation, restrictions déjà prescrites ou prélèvements déjà réduits au minimum). Les usages non ICPE sont soumis aux restrictions de droit commun. | L'ensemble des usages ICPE de l'eau sont suspendus, à l'exception des usages sanitaires, de salubrité, de sécurité ou d'abreuvement. Sauf pour les exemptions prévues dans le corps de l'arrêté (faible consommation, restrictions déjà prescrites ou prélèvements déjà réduits au minimum). Les usages non ICPE sont soumis aux restrictions de droit commun. |
| 42 | | X | X | | Usages industriels, artisanaux ou commerciaux (non ICPE) | Information via communiqué de presse | Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées. Pour les usages économiques, la réduction de 25% des prélèvements est recherchée | Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées. Pour les usages économiques, la réduction de 50% des prélèvements est recherchée | Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées. Pour les usages économiques, la réduction de 100% des prélèvements est recherchée |
| 43 | X | X | X | | Installations de production d'électricité d'origine hydraulique | Respect du débit réservé et du règlement d'eau | | | |
| 5 - Autres | | | | | | | | | |
| 51 | X | X | X | X | Vidange de plans d'eau vers le réseau hydrographique | Information via communiqué de presse | Interdiction totale | | |

| Usagers | | | | Usages | Mesures de limitation ou d'interdiction des usages de l'eau ou des activités selon le niveau de gravité de l'étiage | | | |
|---|---|---|---|---|---|--|------------------|---|
| P | E | C | A | | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise |
| | | | | | | Interdiction totale Rappel : D'après l'article R1331-2 du Code de la santé publique : " Il est interdit d'introduire dans les systèmes de collecte des eaux usées : [...] d) Des eaux de vidange des bassins de natation. Toutefois, les communes agissant en application de l'article L. 1331-10 peuvent déroger aux c et d de l'alinéa précédent à condition que les caractéristiques des ouvrages de collecte et de traitement le permettent et que les déversements soient sans influence sur la qualité du milieu récepteur du rejet final. Les dérogations peuvent, en tant que de besoin, être accordées sous réserve de prétraitement avant déversement dans les systèmes de collecte." | | |
| x | x | x | | Vidange de piscines | | | | |
| x | x | x | | Alimentation des fontaines publiques Et privés d'ornement en circuit ouvert | Information via communiqué de presse | | | Interdiction totale |
| x | x | x | | Navigation fluviale | | Voir les arrêtés départementaux relatif aux règlements particuliers de police de la navigation Privilégier le regroupement des bateaux pour le passage des écluses | | |
| x | x | x | | Pratiques ou activités dans le lit pouvant avoir un impact sur les milieux aquatiques Sauf lieux de baignade déclarés à l'ARS | Information via communiqué de presse | Interdiction possible du plétinement du lit mouillé sur appréciation des enjeux locaux (dont zonages des fédérations sportives) | | Interdiction systématique du plétinement du lit mouillé |
| x | x | x | | Fonctionnement des douches de plages et tout autre dispositif analogue | Information via communiqué de presse | | | Interdiction totale |
| x | x | x | | Orpallage (professionnel et amateur) | Information via communiqué de presse | | | Interdiction totale |
| 4 - ICPE , hydroélectricité , moulins, ouvrages hydrauliques | | | | | | | | |
| | x | x | x | Exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) | Sensibiliser les exploitants ICPE aux règles de bon usage d'économie d'eau Se référer à leur arrêté d'autorisation ou de prescriptions | Se référer à l'arrêté d'autorisation ou de prescriptions des ICPE. Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique. Le registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement. | | |
| x | x | x | | Installations de production d'électricité d'origine hydraulique | sauf pour les ouvrages participant au soutien d'étiage et les usines de pointe et ouvrages d'alimentation de ces usines*** | Le fonctionnement par éclusées (principe de retenir l'eau pour la restituer par la suite), des centrales hydroélectriques est <u>interdit</u> . Quel que soit leur règlement d'eau, du 1er juin au 31 octobre, et a minima dès le niveau d'alerte hors de cette période (et sur la base d'un protocole de fonctionnement adapté avec les services de police compétents). | | |
| x | x | x | | Manceuvres des vannes d'installations hydrauliques | | Les manœuvres de vannes provoquant artificiellement des variations de débits d'eau à l'amont et /ou à l'aval des barrages et moulins, sont interdites du 1er juin au 31 octobre, et a minima dès le niveau d'alerte hors de cette période, à l'exception : - des vannes commandant les dispositifs de franchissement du poisson, - des manœuvres de vannes nécessaires au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques, au respect de la cote légale de l'ouvrage ou à la restitution à l'aval du débit entrant à l'amont, au soutien d'étiage et à l'alimentation des piscicultures. | | |
| x | x | x | x | Remplissage des plans d'eau sauf retenues destinées à l'AEP, à la défense incendie et retenues participant au soutien d'étiage dont l'arrêté d'autorisation le permet (cf définition à l'article 6.1) | Information via communiqué de presse | Le remplissage des retenues est interdit en période d'étiage et du 1er juin au 31 octobre, ainsi qu'a minima dès le niveau d'alerte hors de cette période. | | |
| 5 – Rejets dans le milieu naturel | | | | | | | | |
| x | x | x | x | Vidange totale de plans d'eau vers le réseau hydrographique | Information via communiqué de presse | | | Interdiction totale sauf autorisation administrative |
| 6 -Travaux en cours d'eau | | | | | | | | |
| x | x | x | x | Travaux en cours d'eau | | dépôt d'une demande spécifique auprès du service de police de l'eau du département | | |

* Ces mesures ne sont pas applicables dès lors qu'il y a utilisation d'eaux de pluie récupérées.
 ** Les compartiments sont définis à l'annexe 6 de l'arrêté d'orientation de bassin Adour-Garonne
 *** Un extrait de la liste fixée par le code de l'environnement de ces usines de pointe dont les ouvrages sont concernés figure en annexe 9 de l'arrêté d'orientation de bassin

| N° | Usagers | | | | Usages | Mesures de limitation ou d'interdiction des usages de l'eau ou des activités Selon le niveau de gravité de l'étiage | | | |
|--|---|---|---|---|---|--|---|--|---|
| | P= Particulier, E= Entreprise, C= Collectivité, A= Exploitant agricole | | | | | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise |
| | P | E | C | A | | | | | |
| 1 – Usages prioritaires | | | | | | | | | |
| 11 | X | X | X | X | Alimentation en eau potable des populations | | Pas d'interdiction sauf arrêté spécifique | | |
| 12 | X | X | X | X | Abreuvement du bétail | | Pas de limitation sauf arrêté préfectoral ou municipal spécifique. En cas de prélèvement dans un cours d'eau, le remplissage des citernes sera effectué depuis la berge, sans pénétrer dans le cours d'eau. | | |
| 2 – Usages domestiques et secondaires | | | | | | | | | |
| 21 | X | X | X | X | Arrosage des jardins potagers y compris serres non agricoles | Information via communiqué de presse | INTERDIT de 13 h à 20 h | INTERDIT entre 8 h et 20 h | |
| 22 | X | X | X | X | Arrosage des pelouses, massifs fleuris, jardins d'agrément, espaces verts et golfs particuliers | Information via communiqué de presse | INTERDIT entre 8 h et 20 h | INTERDIT | |
| 23 | | X | X | | Jardineries | Information via communiqué de presse | INTERDIT de 13 h à 20 h | | |
| 24 | X | X | X | | Fonctionnement des fontaines publiques et privées | Information via communiqué de presse | INTERDIT sauf circuit fermé | | |
| 25-1 | X | X | X | X | Arrosage d'arbres et arbustes | Information via communiqué de presse | INTERDIT sauf plantations d'arbres et arbustes de moins de 3 ans autorisé de 20 h à 8 h | INTERDIT sauf plantations d'arbres et arbustes de moins de 3 ans autorisé de 20 h à 8 h les mardi et vendredi | INTERDIT sauf plantations d'arbres et arbustes de moins de 3 ans autorisé de 8 h à 20 h les mardi et vendredi. En cas de pénurie d'eau potable alors interdiction totale pour plantations de moins de 3 ans |
| 25-2 | X | X | X | X | Arrosage des terrains de sport y compris aires d'évolutions équestres, centre équestres, hippodromes, circuits motocross et VTT | Information via communiqué de presse | INTERDIT de 13 h à 20 h | INTERDIT de 8 h à 20 h arrosage possible de 20 h à 8 h les lundi et jeudi | Interdiction totale Sauf pour terrains de sport d'enjeu national ou international : interdiction de 8 h à 20 h les lundi et jeudi, sauf en cas de pénurie d'eau potable (interdiction totale) |
| 26-1 | | X | X | | Arrosage des golfs (conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024) | Information via communiqué de presse | INTERDIT de 8 h à 20 h + réduction consommation hebdomadaire de 30 % + Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement | INTERDIT sauf les greens et les départs et seulement entre 20 h et 8 h + réduction consommation hebdomadaire de 60 % + Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement | INTERDIT sauf pour les greens et seulement entre 20 h et 8 h sauf si pénurie eau potable + réduction consommation hebdomadaire de 70 % + Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement |
| 26-2 | X | X | X | | Pratique du canyoning et des randonnées aquatiques | Information via communiqué de presse | INTERDIT sauf mise en place d'un protocole départemental encadrant la pratique | | |
| 26-3 | X | | | | Remplissage de piscines familiales | Information via communiqué de presse | INTERDIT Sauf remise à niveau et premier remplissage si le chantier avait débuté avant les premières restrictions. | INTERDIT | |
| 26-4 | X | X | X | | Remplissage de piscines accueillant du public | Information via communiqué de presse | INTERDIT sauf impératif sanitaire soumis à validation de l'ARS | | |
| 27-1 | X | X | X | X | Lavage de véhicules et engins nautiques par des professionnels | Information via communiqué de presse | INTERDIT sauf avec du matériel haute pression ou avec système de recyclage de l'eau (sauf impératif sanitaire). Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur. | INTERDIT, sauf impératif sanitaire Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur | |
| 27-2 | X | | | | Lavage de véhicules et engins nautiques chez les particuliers | Information via communiqué de presse | INTERDIT sauf impératif sanitaire | | |
| 28-1 | X | X | X | X | Nettoyage des façades, toitures, trottoirs, voiries et autres surfaces imperméabilisées | Information via communiqué de presse | INTERDIT sauf impératif sanitaire, sécuritaire ou lié à des travaux | INTERDIT sauf impératif sanitaire ou sécuritaire | |

Arrêté préfectoral n°2023-1572 du 5 octobre 2023

Annexe 3.3 : Tableau des mesures de restriction applicables aux zones de gestion du bassin de la Dordogne

| N° | Usagers | | | | Usages | Mesures de limitation ou d'interdiction des usages de l'eau ou des activités Selon le niveau de gravité de l'étiage | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|--|----------------------------|--|
| | P= Particulier, E= Entreprise, C= Collectivité, A= Exploitant agricole | | | | | | | | |
| 28-2 | X | X | X | X | Arrosage de surfaces de circulation générant de la poussière (piste de chantier, motocross, piste d'athlétisme...) | Information via communiqué de presse | INTERDIT sauf impératif sanitaire, sécuritaire ou lié à des travaux | | INTERDIT sauf impératif sanitaire ou sécuritaire |
| 28-3 | X | X | X | X | Nettoyage / arrosage des sites de manifestations temporaires sportives et culturelles | Information via communiqué de presse | INTERDIT SAUF pour la salubrité et sécurité | | |
| 3 - Usages industriels et agricoles classés ICPE : | | | | | | | | | |
| 31 | | X | X | X | Exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) | Les exploitants ICPE sont tenus de s'informer des restrictions d'usage qui leurs sont applicables et de sensibiliser leur personnel. | Se référer à l'arrêté d'autorisation ou de prescriptions des ICPE. Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau), sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique. Le registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement. | | |
| 4 - Usages agricoles : | | | | | | | | | |
| 41 | | | | X | Irrigation dans le cadre de la gestion collective (OUGC), (sauf prélèvements à partir de retenues de stockage déconnectées* de la ressource en eau en période d'étiage) | Information via communiqué de presse + Information de l'OUGC + Toute mesure d'anticipation proposée par l'OUGC | Interdiction de 13 h à 20 h | Interdiction de 8 h à 20 h | INTERDIT Sauf dérogations prévues dans le présent arrêté |
| 6 - Rejets dans le milieu naturel : | | | | | | | | | |
| 51 | X | X | X | | Installations de production d'électricité d'origine hydraulique | Information via communiqué de presse + Information des concessionnaires et propriétaires + Toute mesure d'anticipation proposée des concessionnaires et propriétaires | Le fonctionnement par éclusées (principe de retenir l'eau pour la restituer par la suite), des centrales hydroélectriques est interdit , quel que soit leur règlement d'eau, du 1er juin au 31 octobre, et a minima dès le niveau d'alerte hors de cette période sauf pour les ouvrages participant au soutien d'étiage, pour les ouvrages bénéficiant d'une dérogation et pour les ouvrages concédés participant à l'équilibre du réseau national. Tout arrêt de fonctionnement des équipements de production électrique d'un ouvrage concédé sera porté à la connaissance du service de police de l'eau du département et de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement. Sauf cas de force majeure, leur redémarrage ne sera possible qu'après accord formel du service de police de l'eau. | | |
| 52 | X | X | X | X | Manœuvres des vannes d'installations hydrauliques | Information via communiqué de presse + Information des concessionnaires et propriétaires + Toute mesure d'anticipation proposée des concessionnaires et propriétaires | Les manœuvres de vannes provoquant artificiellement des variations de débits d'eau à l'amont et /ou à l'aval des barrages et moulins, sont interdites du 1er juin au 31 octobre, et a minima dès le niveau d'alerte hors de cette période, à l'exception : - des vannes commandant les dispositifs de franchissement du poisson, - des manœuvres de vannes nécessaires au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques, au respect de la cote légale de l'ouvrage ou à la restitution à l'aval du débit entrant à l'amont, au soutien d'étiage, à l'alimentation des piscicultures et des ouvrages concédés participant à l'équilibre du réseau national. | | |
| 53 | X | X | X | X | Remplissage des plans d'eau sauf retenues destinées à l'AEP et retenues participant au soutien d'étiage dont l'arrêté d'autorisation le permet | Information via communiqué de presse | Le remplissage des retenues est interdit du 1er juin au 31 octobre, ainsi qu'a minima dès le niveau d'alerte hors de cette période. | | |
| 6 - Remplissage de plan d'eau, manœuvre de vannes et navigation fluviale : | | | | | | | | | |
| 61 | X | X | X | X | Vidanges piscines privées | | INTERDIT | | |
| 62 | X | X | X | X | Vidange plans d'eau vers le réseau hydrographique | | INTERDIT sauf autorisation administrative spécifique. | | |
| 63 | | | X | | Gestion des systèmes d'assainissement | | Reporter les opérations de maintenance notamment celles pouvant entraîner une dégradation du niveau de service des systèmes d'assainissement sauf si elles sont urgentes et indispensables au bon fonctionnement ultérieur du système d'assainissement et après accord du service police de l'eau. | | |